

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20105 - 77ÈME ANNÉE

## Conséquence d'un système qui impose l'exil ou le chômage à la jeunesse

### **Violences dans un lycée à Saint-Benoît : aucun sanctuaire protégé de la violence du chômage et de la pauvreté**

A La Réunion, près d'un enfant mineur sur deux vit dans une famille rejetée sous le seuil de pauvreté. C'est la conséquence de la violence d'un système qui met de côté la moitié de la population réunionnaise, considérée comme juste bonne à consommer des produits vendus à des prix exorbitants en échange d'un revenu minimum. Il est évident que si les jeunes impliqués dans les affrontements d'hier dans le lycée Patu-de-Rosemont à Saint-Benoît avaient des perspectives d'avenir, ils n'auraient pas été là à en découdre malgré la présence de policiers à l'extérieur. Ceci rappelle donc que la priorité des politiques publiques doit être de lutter contre les causes de la pauvreté massive qui gangrène La Réunion. Si ce système violent n'est pas remis en cause, les violences vont continuer à se multiplier sans qu'aucun sanctuaire ne puisse être à l'abri.

Hier matin, des violences ont eu lieu dans le lycée Patu-de-Rosemont à Saint-Benoît. Selon le maire de la commune, le dispositif policier avait pourtant été renforcé pour prévenir ce type de phénomène. Cela n'a pas empêché ce qui a été qualifié d'affrontement entre bandes rivales, avec à la clé sept jeunes arrêtés. Parmi les explications invoquées par le premier magistrat de la ville figure la démission des parents, compte tenu du nombre de mineurs impliqués. Cette affaire a suscité de nombreuses condamnations. En effet, l'école a notamment pour fonction d'être un sanctuaire, où les violences présentes dans une société sont bannies. Mais dans l'état actuel, la seule mesure de protection est de renforcer l'arsenal répressif, par la présence d'un nombre toujours plus important de policiers. Placer des lycées sous protection policière témoigne de l'impasse d'un système responsable de ces violences.

### **Plusieurs générations de chômeurs et de pauvres**

En effet, une étude récente de l'INSEE a révélé que près d'un enfant mineur sur deux vit dans une famille rejetée sous le seuil de pauvreté. Cette pauvreté s'explique notamment par le manque d'emplois à La Réunion. Cette situation dure depuis des décennies, et aucune solution durable n'a pu être trouvée.

Il n'est pas rare que dans une famille, les grands-parents et les parents soient victimes du chômage. De plus, plus de la moitié de jeunes sortis de l'école sont au chômage. Voilà la perspective offerte par un système dont une des raisons d'être est de convertir des transferts publics en provenance d'Europe, sous forme de salaires, d'aides économiques, et de prestations sociales, en profits privés qui sont ensuite rapatriés en Europe. L'objectif de ce système n'est pas de développer La Réunion, comme le rappelle des indicateurs sociaux qualifiés de « hors normes » : la moitié des jeunes dans une famille sous le seuil de pauvreté, plusieurs dizaines de milliers de familles contraintes de vivre dans des logements insalubres ou suroccupés, plus de 110.000 illettrés...

Cela explique pourquoi les jeunes constituent la majorité des milliers de migrants qui quittent chaque année La Réunion pour la France à la recherche d'une échappatoire à ces injustices.

### **Remettre en cause un système qui exclut la moitié des Réunionnais du droit à un travail durable**

Dans la société actuelle à La Réunion, la moitié de la population est mise de côté, contrainte d'enchaîner de longues périodes de chômage entrecoupées de

contrats précaires. Le système se contente de verser un revenu minimum afin que ces Réunionnais puissent consommer des produits et services vendus à un prix exorbitant, afin d'alimenter les profits de sociétés privées.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'une économie parallèle se soit développée, ainsi qu'un sentiment de défiance vis-à-vis des règles d'une société qui produit du chômage, de la pauvreté et donc de l'exclusion. La Réunion partage là un point commun avec de nombreux pays victimes du sous-développement.

Il est évident que si les jeunes impliqués dans les af-

frontements d'hier avaient des perspectives d'avenir, ils n'auraient pas été là à en découdre malgré la présence de policiers à l'extérieur.

Ceci rappelle donc que la priorité des politiques publiques doit être de lutter contre les causes de la pauvreté massive qui gangrène La Réunion. Si ce système violent n'est pas remis en cause, les violences vont continuer à se multiplier sans qu'aucun sanctuaire ne puisse être à l'abri.

**M.M.**

## Cérémonie hier aux totems de la place Pierre Sémard au Port

# 1947 à Madagascar : hommage à La Réunion aux combattants et aux victimes de la répression

**A l'initiative d'une fédération regroupant de nombreuses associations culturelles malgaches, une cérémonie avait lieu hier au Port pour rendre hommage à ceux qui risquèrent leur vie lors de la révolte déclenchée le 29 mars 1947 à Moramanga, ainsi qu'aux victimes de la répression qui fit plus de 100.000 morts.**

Pour de nombreux membres de la diaspora de Madagascar vivant à La Réunion, il est important de transmettre la connaissance d'une histoire qui n'est pas enseignée à l'école aux jeunes générations. Le 29 mars 1947, de nombreux Malgaches décidèrent de mettre leur vie en jeu pour faire tomber le régime colonial. L'insurrection commença à Moramanga par la prise du camp militaire et se répandit rapidement dans une grande partie du pays. Ce fut le prétexte d'une grande répression, qui fit plus de 100.000 morts.

Sur la place Pierre Sémard au Port se trouve plusieurs totems rendant hommage à des ancêtres mal-

gaches. C'est un lieu unique à La Réunion et c'est là qu'a lieu tous les ans la commémoration rendant hommage aux résistants du 29 mars 1947 à Madagascar et aux victimes de la répression.

Cette initiative vient de la Fédération des entités qui œuvrent sur Madagascar, précise Madame Dina. Regroupant un large rassemblement d'association, elle est présidée actuellement par l'association Mada 6.

« Nous sommes là pour rendre hommage à nos ancêtres courageux qui ont mis leur vie en péril pour les générations d'aujourd'hui et du futur », souligne la responsable de l'association, « nous honorons tous les ans, les plus de 100 000 Malgaches qui sont morts, sans doute plus ».

Il s'agit également de transmettre la connaissance de cet événement historique aux jeunes générations, « pour ne pas faire oublier le souvenir ».

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

# Parcoursup : algorithme qui contraint l'avenir de la jeunesse

**Les lycéens avaient jusqu'à hier pour formuler leur vœux d'admission post bac sur Parcoursup. Cette plateforme est la quintessence du monde libéral ou les algorithmes décident l'avenir de la jeunesse.**

Les lycéens avaient jusqu'à minuit ce mardi 29 mars pour formuler leurs vœux d'études sur Parcoursup, plateforme d'admission post-bac en place depuis 2018. Entre le 30 mars et le 7 avril, il faudra ensuite finaliser le dossier candidat avec les éléments demandés par les formations et confirmer les vœux soumis. Il faudra alors attendre le 2 juin pour que les premiers résultats aux demandes d'inscriptions commencent à arriver. Le site a toujours été contesté, à tel point que plusieurs candidats à la présidentielle de 2022 voudraient le supprimer. La plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur "progresses dans son efficacité", avait souligné mi-février un rapport, qui évoquait cependant plusieurs pistes d'amélioration.

Parcoursup, successeur d'APB depuis 2018, "est devenu un objet totemique qui alimente des controverses souvent excessives (...) mais il est indéniable que sa mise en place constitue un progrès", écrivent les auteurs du rapport. Les auteurs considèrent que "l'efficacité de la procédure progresse dans l'affectation des candidats et n'a pas pâti de l'élargissement du périmètre de la plateforme (effectif et profils des candidats, nombre de formations) avec en 2021, 94 % de néo-bacheliers ayant reçu une proposition", a déclaré lors d'une visioconférence de presse Isabelle Falque-Pierrotin. Ce rapport identifie toutefois un frein aux admissions, notamment lié aux propositions de la part des établissements pour les formations sélectives, dont certaines ne sont pas "remplies" en toute fin de procédure. Il préconise ainsi de "réaliser un 'surbooking'" dans les formations sélectives qui n'ont pas rempli leurs effectifs les années précédentes. Mais de qui se moque-t-on ?

Si beaucoup reconnaissent des progrès par rapport à APB – notamment la fin du tirage au sort, la création de quotas de boursiers ou les informations sur les formations fournies par la plateforme –, syndicats et spécialistes du sujet soulignent cependant des lacunes de Parcoursup. Pour Hervé Christofol, membre du bureau national du syndi-

cat Snesup-FSU, il faudrait « créer de nouvelles places pour supprimer la sélection ». « C'est une procédure qui s'étale sur plusieurs mois et qui crée un certain nombre de difficultés », notamment « pour les étudiants qui n'ont pas la possibilité d'attendre jusqu'à l'été pour se décider », souligne Julien Grenet, directeur de recherche au CNRS et coauteur d'une étude de l'Insee sur Parcoursup.

« Ce qui a été souligné parfois, c'est une certaine forme de violence symbolique, qui vient du fait que les candidats qui ont les meilleurs dossiers reçoivent beaucoup de propositions dès le premier jour et sont fixés sur leur sort, alors que ceux qui ont des dossiers plus faibles vont devoir attendre », ajoute Julien Grenet. Les formations qui ont plus de candidats que de places proposées classent en fonction du dossier. Les élèves « se demandent comment ils ont été évalués, il y a un gros sentiment d'injustice », indique Alban Mizzi, doctorant en sociologie et spécialiste de Parcoursup. « La procédure est longue, stressante, opaque. » Avant Parcoursup, il y avait toutes sortes d'exceptions, les prépas pouvaient par exemple choisir dans le haut du panier. Évidemment, la plateforme crée une égalité de façade qui contribue par ailleurs, peut-être, à faire oublier des inégalités plus fondamentales, comme l'inégalité des chances scolaires. L'origine sociale est encore déterminante dans la réussite scolaire. Or, c'est elle qui va compter dans l'attribution des places. Mais Parcoursup crée la fiction d'une égalité de départ. Une fois que tout le monde est à égalité, que le meilleur gagne, et on fabrique de la sélection.

**« La reproduction des inégalités sociales par l'école vient de la mise en œuvre d'un égalitarisme formel, à savoir que l'école traite comme « égaux en droits » des individus « inégaux en fait » c'est-à-dire inégalement préparés par leur culture familiale à assimiler un message pédagogique. » Pierre Bourdieu**

**David Gauvin**

# Oté

## Gouvèrnman zanglé : gouvèrnman bète é méshan ! (2)

Mézami,

Dann bande zané 1960-1970 l'avé la guère froide rante bande grande puissans é oila ke GB (Langlètère) i désside fini avèk son bande koloni. Parlfète lété pa pou fini réèlman mé konm i di, sorte par la porte épi rante par la fénète. An Kontinyan lésploitation é an même tan arête dépanssé pou la po patate.

I fo dire, Langlètèr téi sorte la guère 1939-1945 in pé afayi, é in pé o flan mé èl téi vé konsèrv son ran Grande puissans é pou sa rokonstityé son larmée avèk bande lékipman modèrn – in légzanpe, ékipe son sou-marin avèk fizé pollaris. Sa lé modèrne, mé i koute shèr, é larzan i trouv pa sou la pate shoval.

L'amérik i vé absoliman fère fass l'URSS é pou sa konstrui bande baze in pé partou dsi la tèrè pars téi vé kontrol lo monde antyé konm promyé puissans ékonomik épi militère.

Langlètère i propoze bande zamérikain dè landroi dann loséan indien pou fé son baze : Aldabra (zordi tériroir séséloi) épi Chagos é dann Chagos lil Diégo Garcia. Bande espéssyalist la parti vizite lé dé landroi... Aldabra in landroi néna bande tortu zéan é bande zamérikain la pa vouli pars i fo pa alé annuire bande tortu konmsa. Diégo-Garcia in landroi idéal pou vérouye loséan indien

Mé l'amérik in pé trakassé pars néna d'moune é bande zanglé i réponde zot va règ sa vitman-vitman pars la pa demoune pèrmante, ziss bann travayèr kontraktyèl i vien pou lo kopra mé i abite pa la. In mansonze pli gro ké zot tête pars l'avé dmoune an permanans dopi 1784 avèk la franss é dopi 1814 avèk langlètère.

Ala ké l'amérique la demande déporte bande chagossien é sé GB la fé lo sal boulo é sé konmsa bande chagossien lété déporté lil Maurice, Sésèl mé la plipar dann lil Maurice. Mé zordi ankor kan i fé film dossi Chagos i oi koman bannzil-la té okipé par son bande zabitan, in labitasyon pèrmanante pa bande travayèr okazyonèl.

Konm i di mansonze néna la pate kourte, é manti zordi sé pou fé trape aou domin. Gouvèrnman zanglé, gouvèrnman bète é méshan.

*Justin*